



Formulaire 003/DSBR/AGR

Agrément Dirigeant responsable

Établissement de crédit
Intermédiaire financier

- L'impression datée et signée du formulaire que vous aurez renseigné et transmis à la BCC
- et les documents suivants :
 - une copie ou une version scannée d'une pièce d'identité en cours de validité du dirigeant,
 - le curriculum vitae en français, actualisé, daté et signé par le dirigeant,
 - une copie certifiée conforme du document de nomination du dirigeant,
 - un extrait du procès-verbal de l'organe délibérant, mentionnant le champ des pouvoirs du dirigeant
 - un casier judiciaire de moins de trois mois pour le dirigeant fourni par l'autorité compétente du pays de résidence (résidence de moins de 6 mois en Union des Comores, fournir un casier judiciaire du dernier pays de résidence)

Identification de l'institution
financière présentant la demande

Les documents, dûment remplis et signés, sont à adresser à la Banque Centrale des Comores
BP 405 Tél : (269) 773 18 14 – (269) 773 10 02 Fax : (269) 773 03 40
E-mail : supervision.bancaire@banque-comores.km

Dirigeant Responsable

Dirigeants responsables

Civilité	<input type="text"/>	Nom de famille	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>	Nationalité	<input type="text"/>
Autre nationalité	<input type="text"/>		

Adresse personnelle (Indiquer le lieu de résidence envisagé à la suite de la prise de fonctions s'il est différent du lieu actuel. Tout changement d'adresse devra être porté à la connaissance de la Banque Centrale des Comores. Il est rappelé qu'il convient, en principe, qu'au moins deux dirigeants résident à proximité du siège principal d'activité).

Code postal	<input type="text"/>	ville	<input type="text"/>	pays	<input type="text"/>
E-mail	<input type="text"/>				
Fonction	<input type="text"/>	Date prévue d'entrée en fonction	<input type="text"/>		

Durée du mandat du dirigeant

Questionnaire relatif aux dirigeants

Civilité		Nom d'usage		Prénom	
----------	--	-------------	--	--------	--

Niveau de connaissance en français

si le niveau renseigné est moyen ou notions de base : la BCC exigera le suivi de cours de renforcement de la langue française aux frais de l'établissement

1. Précisez l'identité de l'organe ou de la personne qui vous a désigné à vos nouvelles fonctions et joindre une copie certifiée conforme du document de nomination.

2. Quelle sera l'étendue des fonctions de direction que vous exercerez et comment seront partagées les responsabilités avec les autres dirigeants ? Décrivez l'étendue de vos responsabilités de direction et précisez les modalités de votre association aux fonctions confiées aux autres dirigeants.

Vérifiez que l'étendue des pouvoirs qui vous sont attribués, et leur mode d'attribution, sont conformes aux lois et règlements en vigueur en Union des Comores.

3. Pour chacune des deux dernières fonctions exercées au cours des dix dernières années, quelles responsabilités avez-vous effectivement exercées et quels résultats avez-vous obtenus ?
*(Nombre de collaborateurs, délégations de pouvoirs, capitaux gérés, budget délégué, etc.)
Informations à fournir pour celles ne figurant pas dans le curriculum vitae joint.*

4. Avez-vous été au cours des dix dernières années ou êtes-vous un actionnaire significatif, (actionnaire qui détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise.), un associé en nom ou un associé commandité d'une autre entreprise ? Dans l'affirmative, précisez le nom et l'activité de ces entreprises ainsi que le montant de votre participation.

5. L'une des institutions dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez encore des responsabilités de dirigeant ou dont vous avez été ou êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, s'est-elle vu, à votre connaissance, refuser ou retirer une autorisation ou un agrément dans le domaine bancaire ou financier, en Union des Comores ou à l'étranger ?

6. L'une des entreprises dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez des responsabilités de dirigeant ou dont vous avez été ou êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, a-t-elle fait l'objet, à votre connaissance, d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire, ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en Union des Comores ou à l'étranger ? Une telle procédure est-elle en cours ?

7. Avez-vous été ou envisagez-vous d'être prochainement partie à un arrangement amiable ou à une procédure judiciaire en Union des Comores ou à l'étranger ayant pour objet un apurement des dettes d'une entreprise dont vous avez été ou seriez encore dirigeant, actionnaire significatif ou associé ?

8. Êtes-vous lié par certains engagements au titre de fonctions précédemment exercées (clause de non concurrence, par exemple) ?

9. Parmi les institutions dans lesquelles vous exercez des responsabilités, ou dont vous êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, quelles sont celles qui, à votre connaissance, entretiennent ou pourraient entretenir des relations d'affaires significatives, ou le cas échéant être bénéficiaires de prêts de l'institution mentionnée dans ce questionnaire ?

10. Parallèlement aux fonctions faisant l'objet du présent dossier, est-il prévu que vous commenciez ou continuiez à exercer d'autres fonctions de direction ? Dans l'affirmative, indiquez la liste des fonctions et explicitez votre organisation pour vous assurer une disponibilité suffisante pour chacun de ces différents emplois, en mentionnant, le cas échéant, les structures organisationnelles ou de contrôle vous permettant de remplir pleinement vos différentes responsabilités).

11. Indiquez, le cas échéant, la liste de vos mandats sociaux, en distinguant ceux détenus dans des sociétés du groupe de l'établissement de crédit pour lequel vous répondez au présent questionnaire et ceux détenus dans des sociétés extérieures à ce groupe. Indiquez les mandats pour lesquels vous pourriez connaître des conflits d'intérêts. Dans ce cas, précisez les dispositions que vous comptez prendre pour y remédier.

12. Avez-vous, au cours des dix dernières années, exercé des fonctions de direction au sein d'une institution dont les commissaires aux comptes ou (*les contrôleurs légaux dans le cas d'entreprises étrangères*) ont refusé de certifier les comptes ou pour laquelle ils ont assorti leur certification de réserves ou d'observations ?

13. Avez-vous, au cours des dix dernières années, fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire d'une autorité professionnelle ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en Union des Comores ou à l'étranger ? Une telle procédure est-elle en cours ?

14. Avez-vous fait l'objet d'un licenciement pour faute professionnelle (donnez le cas échéant toutes précisions utiles) ? Une telle procédure est-elle en cours ?

15. Entendez-vous effectuer, directement ou indirectement, des opérations personnelles ou professionnelles avec l'établissement ?

(À titre d'exemple, l'institution aura-t-elle parmi ses clients ou fournisseurs une autre société au sein de laquelle vous exercez des fonctions de dirigeant, d'actionnaire significatif, d'associé en nom ou d'associé commandité ? Dans un autre ordre d'idées, avez-vous l'intention d'ouvrir un (ou)des compte(s) dans les livres de l'établissement et, dans l'affirmative, envisagez-vous d'effectuer des opérations ne relevant pas d'une gestion courante de vos avoirs ?)

16. Avez-vous connaissance d'autres informations susceptibles d'éclairer le jugement de la Banque Centrale des Comores sur votre honorabilité et votre compétence ?

« Je soussigné¹certifie ne pas tomber sous le coup des interdictions bancaires énoncées à l'article 22 de la loi bancaire ainsi que l'exactitude des informations ci-dessus et m'engage à porter immédiatement à la connaissance de la Banque Centrale des Comores les changements des éléments contenus dans cette déclaration les concernant ».

À....., le

Signature du dirigeant responsable

« En ma qualité de²
je soussigné.....³
certifie, après avoir procédé aux vérifications d'usage, que les informations communiquées par M.....
.....⁴ à la Banque Centrale des Comores dans le cadre de sa nomination en
qualité de.....⁵,de.....⁶
sont à ma connaissance exactes.

Je m'engage à porter immédiatement à la connaissance de la Banque Centrale des Comores les changements des éléments contenus dans cette déclaration les concernant et dont j'aurais connaissance ».

À....., le.....

Signature du Président⁷;
de l'actionnaire principal ou d'un représentant de l'organe
délibérant.....⁸

¹ Nom du dirigeant

² Fonction

³ Nom et prénom

⁴ Nom du dirigeant

⁵ Fonction

⁶ Nom de l'établissement

⁷ Ce représentant doit avoir participé à la délibération de l'organe ayant trait à la désignation du dirigeant responsable

La fourniture des informations demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier.

Ces informations sont destinées, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, à la Banque Centrale des Comores. Elles peuvent en outre être communiquées notamment aux autorités judiciaires et au Fonds de garantie des dépôts conformément à la loi bancaire.

Ces informations, collectées par la Banque Centrale en sa qualité d'interlocuteur unique des personnes et entreprises demanderesse, sont enregistrées et sont destinées exclusivement à l'étude concernée. Elles peuvent être communiquées, pour l'accomplissement de sa mission telle qu'elle est définie par la loi bancaire, dans le respect de la législation en vigueur, à des autorités de surveillance étrangères dont l'Union des Comores a signé une convention.